

Face à l'Allemagne vaincue, les services de renseignement français (novembre 1918-avril 1919)

Olivier Lahaie



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/299>

ISBN : 978-2-8218-0514-9

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2008

Pagination : 61-71

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Olivier Lahaie, « Face à l'Allemagne vaincue, les services de renseignement français (novembre 1918-avril 1919) », *Revue historique des armées* [En ligne], 251 | 2008, mis en ligne le 09 juin 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rha/299>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Revue historique des armées

Face à l'Allemagne vaincue, les services de renseignement français (novembre 1918-avril 1919)

Olivier Lahaie

- 1 Deux jours après l'abdication du *Kaiser* et la proclamation de la république au *Reichstag*, un armistice est signé avec les représentants de l'Allemagne ¹. Malgré l'énoncé de fermes exigences par Foch, des voix s'élèvent en France arguant du fait qu'après tant d'années d'une lutte si meurtrière, il aurait été justifié – et sans doute prudent aussi – de poursuivre les opérations militaires jusqu'à Berlin pour y signer une capitulation sans condition ².

La suspension des hostilités et son cortège d'interrogations chez les alliés

- 2 Dans l'esprit du commandant en chef des armées alliées, cette signature a au moins le mérite d'arrêter l'effroyable effusion de sang; mais un terrible doute étreint la délégation franco-britannique: les personnalités ennemies, escortées jusqu'à Rethondes, sont-elles « réellement représentatives » d'un État que tous s'accordent à considérer à la dérive? Est-on certain que ces plénipotentiaires prussiens ³ parlent au nom de tous les Allemands, dans leur diversité du moment, monarchistes, républicains, bolcheviks, anarchistes, voire civils ou militaires? ⁴ Difficile de trancher en vérité, compte tenu de la guerre civile engendrée par l'éclosion d'une révolution d'inspiration bolchevique et qui, étant partie de Kiel, se répand maintenant dans toute l'Allemagne, effrayant Paris et Londres ⁵. Voilà des questions très pertinentes, puisque c'est le respect même des clauses de l'Armistice qui est en jeu.
- 3 Les chefs militaires allemands souhaitent-ils vraiment déposer les armes? Il y d'abord la crainte de se retrouver sans défense face à la révolution... Et à considérer leur morgue toujours intacte, rien n'indique qu'ils cautionnent cette mise entre parenthèses des hostilités et qu'ils vont donc consentir à respecter les clauses de l'Armistice. Cette

attitude jusqu'au-boutiste étonne, car si on analyse la situation militaire du moment, l'Allemagne est vaincue. Dès le 29 septembre à Spa, Ludendorff l'a lui-même annoncé à un Guillaume II sidéré... Et si ensuite, sous les coups de boutoirs de Foch, le front ne s'est pas effondré, cela tient véritablement du miracle ⁶ ; le 30 octobre, le 2^e bureau de l'état-major de l'armée rapporte :

« Ruine des derniers espoirs de l'ennemi et impuissance de ses peuples désillusionnés, las de poursuivre une guerre dont l'issue n'est plus douteuse. Les signes d'affaiblissement se sont multipliés avec une soudaineté et une intensité sans précédent. L'armée reste encore debout, mais derrière elle, la nation épuisée ne l'appuie plus, et, devant elle, ses adversaires sont plus forts que jamais ; rien ne peut la sauver. Des ordres récents du Grand État-major paraissent montrer qu'on a jugé nécessaire de réagir contre certaines défaillances morales. Le fait ne manque pas d'importance. Au demeurant, il serait difficile d'admettre que la situation générale, dont la gravité s'affirme de jour en jour, ne commence pas à avoir une répercussion sérieuse au front. Il faut les solides qualités de discipline de l'armée allemande pour que l'effet au combat n'en soit pas plus visible. » ⁷

- 4 Dans l'attente d'une défaite militaire chaque jour plus probable, un coin s'est effectivement enfoncé entre l'*Oberste Heeresleitung* (OHL) et la classe politique : suspectée depuis 1917 d'être timorée dans la définition des buts de guerre (Erzberger ne s'est-il pas affiché au *Reichstag* comme le porte-parole des opposants à la guerre d'annexion ?), certains militaires la jugent désormais coupable d'avoir « lâché l'épée trop tôt » ⁸. Pourtant, dans les semaines qui suivent – et c'est un paradoxe – l'armée allemande obéit aux ordres lui intimant de sortir des tranchées et de rentrer au pays ; ce déplacement est effectué en bon ordre et avec le souci d'emporter le matériel ⁹. L'armée vaincue ne se débande aucunement, soustrayant le maximum d'hommes et d'équipements à la capture. Mais que se passe-t-il en réalité sous les casques d'acier ? La rancœur le dispute à l'amertume. Ernst Jünger porte témoignage des désillusions et des frustrations partagées par nombre de ces soldats anonymes, « voir s'abîmer dans un imprévisible naufrage le succès matériel, la récompense attendue et largement méritée, voilà bien l'épreuve la plus dure qui pouvait être imposée à un peuple et à tous ceux d'entre nous qui se sentent liés réellement et intimement à l'ensemble de la nation » ¹⁰.
- 5 Car depuis longtemps déjà, dans les tranchées, on s'est très largement persuadé que les dirigeants civils ont sciemment négligé l'armée (l'avant) tentant dans le même temps de miner par leurs discours la capacité de résistance du peuple. Ils ont également commis le crime suprême d'abandonner la lutte au moment précis où la victoire semblait à portée de main, livrant ainsi un pays exsangue au bolchevisme... C'est cet état d'esprit, très largement répandu chez les soldats, qui contribuera à enraciner aussi aisément la légende du « coup de poignard dans le dos » (*Dolchstoß*), lancée presque aussitôt par Ludendorff ¹¹. L'ancien caporal Hitler écrira : « En 1918, (...) le poison venu du pays commençait à agir comme partout, mais l'allant de jadis qui venait de la maison faisait complètement défaut. Il régnait depuis longtemps dans l'air quelque chose d'indéfinissable et de répugnant. » ¹²
- 6 Or, ainsi que Clemenceau juge utile de le rappeler en 1930, « c'est l'effondrement des résistances du soldat allemand qui a produit la révolution à Berlin avec toutes ses conséquences, et non pas la révolution civile qui aurait produit la révolution militaire, comme on a vainement essayé de l'établir » ¹³. Car en novembre 1918, le 2^e bureau suit assidûment la situation interne en Allemagne ; il en a été ainsi pendant toute la guerre ¹⁴ et il en sera également de même par la suite ¹⁵. Malgré la démobilisation de l'armée française après la victoire, laquelle pénalise également les services de renseignement

(SR) dans la mesure où de nombreux officiers de réserve retournent progressivement dans le civil ¹⁶, nul ne songe à faire interrompre le travail de collecte du renseignement, car « puissance blessée et titubante, l'Allemagne donne l'impression d'être une puissance d'autant plus dangereuse » ¹⁷ dont on redoute un sursaut militaire. Le 10 novembre, le chancelier Ebert s'est d'ailleurs entendu secrètement avec le général Grøener, successeur de Ludendorff, pour que de son côté l'OHL garantisse le rapatriement de l'armée et s'engage à consolider le pouvoir du nouveau gouvernement, tandis que ce dernier promet de soutenir l'autorité du corps des officiers et de repousser, autant que possible, le pouvoir des conseils. Coïncidence, le jour même, le 2^e bureau français a projeté d'installer des postes SR en Belgique et en Hollande pour suivre le recul des troupes germaniques pas à pas.

- 7 Dès l'entrée des troupes d'occupation en Allemagne, le 2^e bureau du colonel Fournier entend en effet adapter ses organes de recherche à la nouvelle situation. Pendant toute l'année 1919, la réorganisation des postes SR/SCR répond à la réorientation de leur travail de collecte. Selon leur nature, les renseignements recueillis transitent par deux canaux :
- 8 - pour tout ce qui a trait au contre-espionnage, par la Section de centralisation du renseignement, via le « Centre de liaison français » [couverture du bureau de centralisation du renseignement (BCR) d'Aix-la-Chapelle], les deux BCR de Mayence et Berlin (qui dépendent de l'armée française d'occupation), enfin par celui de Strasbourg ¹⁸ ;
- 9 - pour ce qui se rapporte au renseignement militaire, par le Service de renseignement-guerre du colonel Bouvard, via les postes SR de Belfort, Strasbourg, Annemasse, Berne, Stockholm, Copenhague, les attachés militaires, les missions militaires françaises (MMF) et, dès leur création, par les commissions de contrôle alliées.
- 10 Or, dès le début décembre 1918, l'état-major des armées (EMA) dispose au n° 5 de la *Pariser Platz* à Berlin d'un observateur averti en la personne du chef de la MMF ; ses rapports clairvoyants donnent un crédit certain aux synthèses de renseignements du 2^e bureau. Le général Charles Dupont informe également directement Clemenceau et Foch de l'évolution des réalités allemandes, qu'elles soient d'ordre politique, économique ou social, et n'a pas été désigné au hasard... Lorsqu'il était colonel, il a commandé entre 1908 et 1913 le service de renseignement du 2^e bureau de l'EMA, puis il a pris la tête du 2^e bureau du Grand Quartier général (GQG) en août 1914 (poste qu'il a occupé jusqu'en 1917, ayant obtenu à chaque fois des notations élogieuses sur sa manière de servir, sa capacité d'analyse, son sens des réalités, etc.) ¹⁹.

Au milieu des troubles révolutionnaires de Berlin : la MMF du général Dupont aux avant-postes de la collecte du renseignement

- 11 « *Ma première mission est d'abord d'assurer le rapatriement des prisonniers de guerre* », affirme-t-il dans ses souvenirs ²⁰. Mais ce n'est certes pas la seule, puisqu'il est également chargé de prendre le commandement des missions alliées présentes sur place et de transmettre des rapports sur la situation politique dans une Allemagne partout livrée au chaos. Avant son départ pour Berlin, il est fort probable qu'il se soit documenté sur les différents courants de l'ultra-gauche germanique, grâce aux

rapports établis entre mars et mai 1918 par l'agent infiltré Joseph Crozier (alias Pierre Desgranges)²¹.

- 12 Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1918, alors qu'il traverse l'Allemagne pour se rendre dans l'ex-capitale impériale, son wagon ne cesse d'être envahi par des délégués des Conseils de soldats ; contre toute attente, ceux-ci ne témoignent aucune animosité envers ce général français, allant même jusqu'à lui témoigner des marques de respect. Logé à l'hôtel Adlon, face à l'ambassade de France, Dupont apprend aussitôt que le bâtiment de la police et le quartier des journaux sont occupés par les membres du Parti communiste allemand (KPD) de Karl Liebknecht et par l'aile militante du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) ; lorsqu'il accueille les autres membres de sa mission le 9, il a eu le temps d'analyser la situation politique actuelle et de la comprendre, malgré son extrême confusion. Dix jours après, désigné comme « *représentant officiel de Foch en Allemagne* », il acquiert le pouvoir – ô combien honorifique, mais difficile – « *de parler aux Allemands au nom de tous les Alliés* »²².
- 13 Car le spectacle d'impuissance offert par la nouvelle république est préoccupant ; sous ses fenêtres, 150 000 membres du *Spartakusbund* défilent avec leurs drapeaux rouges, défiant ainsi l'autorité du gouvernement, contestant sa légitimité, puisque Liebknecht a proclamé la « République socialiste libre d'Allemagne » et appelé de ses vœux la « révolution universelle ». Si dans leur immense majorité, les Berlinoises semblent moralement anéantis, il apparaît que les difficultés liées au ravitaillement ne sont pas seules en cause. « *L'Allemagne se trouvait alors complètement démoralisée car la campagne de mensonge, menée par l'État-major allemand, avait perpétué au-delà de toute imagination les faits réels des succès du printemps 1918. Jusqu'au commencement d'août 1918, toute l'Allemagne croyait encore à la victoire totale. Le Gouvernement, l'armée, la population, tous étaient désemparés. Anarchie complète et décomposition totale de l'autorité.* »²³ Un gouvernement provisoire, le « Conseil des commissaires du peuple »²⁴, délibérant sous la tutelle du « Comité supérieur des Conseils de soldats », tente d'asseoir son autorité sur la capitale et ses environs, en proie aux agissements des partisans de Liebknecht. Les conditions matérielles accroissent évidemment ses difficultés. « *Les télégraphes fonctionnaient mal, les chemins de fer étaient détraqués.* »²⁵ Mais il y a pire.
- 14 En effet, le principal danger se trouve dans les rues. « *Les troupes qui occupaient Berlin étaient composées de fuyards, d'embusqués, de déserteurs. C'étaient elles qui avaient fait la révolution. Les soldats déambulaient la crosse en l'air, n'acceptant de monter la garde que contre une forte indemnité. On ne voyait aucun officier. Ceux-ci ne sortaient qu'en civil. Ils ne recevaient plus aucun traitement.* »²⁶ Injuriés, voire même molestés²⁷, la plupart restent terrés chez eux et n'assument plus leur commandement. Dupont note cependant que, tenues à l'abri des miasmes délétères de la capitale, certaines troupes demeurent respectueuses de la discipline et des usages en vigueur dans l'ancienne armée impériale. Un danger de guerre civile n'est donc pas à écarter : « *Des soldats qui venaient de se battre et qui avaient conservé leur confiance en leurs officiers commençaient à se battre avec ceux qui avaient organisé le soulèvement.* »²⁸ Il n'en faut pas plus pour que le nouveau gouvernement et la population placent leur espoir dans l'arrivée providentielle des unités rapatriées du front. Un mois après l'Armistice, Ebert accueille, à la porte de Brandebourg, dix divisions par ces paroles, tout aussi flagorneuses que dangereuses : « *Je vous salue, soldats ; les rudes exigences des vainqueurs pèsent lourdement sur nos épaules, mais nous sortirons de l'effondrement et construirons une Allemagne nouvelle. Aucun ennemi ne vous a vaincu.* »²⁹

- 15 Treize jours plus tard, des échauffourées enflent puis dégènèrent en batailles rangées ; les spartakistes s'emparent de la chancellerie. Le gouvernement résiste par la force aux marins, autoproclamés porteurs de la flamme révolutionnaire. En signe de protestation contre les violences à l'encontre des marins, les trois membres USPD démissionnent du Conseil des commissaires du peuple, laissant *de facto* son contrôle au SPD ³⁰. L'agitation est à son comble lorsque Liebknecht appelle pour le 29 une population fiévreuse aux obsèques des marins tués. Ce jour-là, après quelques défilés, des affrontements éclatent entre gouvernementaux et révolutionnaires. « *Les troupes gouvernementales avaient conservé leurs officiers à leur tête et surtout beaucoup de ces vieux sous-officiers de carrière, cadres incomparables qui conviennent si bien à la mentalité de ce peuple* » ³¹ relate Dupont. Toutes les grandes villes du pays sont livrées aux émeutes ; un appel, placardé sur les murs, ne laisse aucun doute sur les événements à venir : « *Ouvrier ! Bourgeois ! La patrie est au bord de la ruine ; la menace ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur ! Du groupe Spartakus. Tuez ses chefs ! Tuez Liebknecht et vous aurez la paix, du travail et du pain ! Signé : les soldats du front.* »
- 16 Le 4 janvier, le préfet de police Emil Eichorn est limogé pour avoir placé les troupes de Berlin au service des marins ; cinq jours plus tard, sous l'énergique direction de Noske – nouveau commandant en chef des troupes de Berlin, bientôt surnommé *Bluthund* – la répression des désordres qui tendaient à instaurer un régime socialiste s'intensifie. Les troupes gouvernementales sont renforcées de mercenaires des *Freikorps* ³² créés le 6 par un appel solennel du gouvernement, paraphé par Noske et Cohen : « *Cet appel s'adresse en premier lieu à vous tous qui, quatre années durant, avez défendu en héros la patrie allemande. Maintenant aussi, il faut que vous aidiez à conjurer le pire malheur. Engagez-vous dans les formations de volontaires que le gouvernement a mises sur pied pour protéger les frontières et maintenir la sécurité et l'ordre à l'intérieur.* » ³³ Le 10, « *les locaux du journal des spartakistes furent attaqués avec des mortiers de tranchée et emportés d'assaut* » ³⁴. Or ces événements dramatiques détournent quelque peu l'attention des Berlinoises d'un événement crucial pour l'Allemagne, l'ouverture à Versailles de la conférence de la Paix... Les combats culminent le 15, jour où Liebknecht et Rosa Luxembourg ³⁵ sont « *immédiatement fusillés après leur arrestation par les soldats chargés de leur garde ; on ne faisait pas de quartier de part et d'autre... Ce fut à cette occasion que fut honoré le système employé depuis, de prendre prétexte d'une prétendue tentative d'évasion pour supprimer un prisonnier* » ³⁶.
- 17 Dans le désordre ambiant, Dupont s'inquiète de pouvoir jamais exécuter sa mission de rapatriement des prisonniers français ; aussi est-il surpris de voir le préfet de police Horsin se mettre docilement à sa disposition. Mais là n'est pas son seul motif d'étonnement. Pour sortir sur le perron de l'ambassade, les officiers français se contentent d'agiter un mouchoir ; « *les deux parties arrêtaient immédiatement le tir et le reprenaient lorsque nous étions passés. Bien mieux, comme l'ambassade se trouvait dans le no man's land, chacune des parties décida de m'envoyer une sentinelle qui, l'une spartakiste et l'autre gouvernementale, montaient imperturbablement la garde de chaque côté. Une fois, je les vis échanger des cigarettes* » ³⁷. Les membres de la MMF essaient néanmoins de se faire très discrets, pour ne pas « *recevoir une balle perdue* » ; plutôt que de se risquer à l'extérieur, « *nous absorbons pendant des semaines des omelettes à base de farine* » raconte l'un d'eux ³⁸. Une fois le calme rétabli, le gouvernement, craignant un coup d'État, exige des corps francs qu'ils quittent la ville.

- 18 Lorsque Dupont sort enfin dans la rue, il le fait en uniforme, les Allemands ne lui témoignant aucune marque d'hostilité ; celui-ci prend également le tram sans craindre leur réaction. « *Dans tous les voyages que j'ai faits en Allemagne, je n'ai trouvé que des gens aimables sur ma route ; aucun n'a cherché à me tromper. Lorsque j'en faisais la remarque auprès des officiers allemands, ils répondaient : "À votre képi doré, on reconnaît le chef. On a totalement le respect de l'autorité chez nous et cela suffit pour que l'on vous obéisse."* »³⁹
- 19 Malgré ce témoignage de bonne volonté, Dupont peine à regrouper les officiers français libérés, car en ce premier mois de 1919, l'Allemagne est sens dessus dessous. « *Les transports étaient arrêtés partout. La correspondance n'arrivait plus. Il n'y avait plus de téléphone. En revanche, il était facile de se procurer des armes. Les soldats démobilisés en vendaient et les proposaient à tous les coins de rues.* »⁴⁰ Une assemblée constituante est élue le 19 pour tenter de contenir les forces révolutionnaires. Le 25, Dupont rend enfin compte à Paris que les ex-prisonniers français valides ont quitté le sol germanique...

Quand une partie de l'armée allemande « *invaincue* » se bat sur la Baltique...

- 20 Après avoir rempli sa mission principale, Dupont est maintenu à son poste par Clemenceau. Si l'Assemblée fédérale s'installe à Weimar le 6 février et qu'une semaine plus tard, Scheidemann forme son gouvernement laissant espérer un retour à la normale, vue de Paris la situation paraît encore bien incertaine. Noske ayant été nommé ministre de la *Reichswehr*⁴¹, Dupont assiste à un phénomène tout aussi paradoxal qu'inquiétant.

« Je contemplai l'accueil triomphal réservé aux troupes qui revenaient du front : arcs de triomphe, pluies de fleurs, discours de réception au moment du passage sous la porte de Brandebourg. Le leitmotiv des allocutions était toujours : vous êtes des troupes victorieuses ; les Alliés ne vous ont pas vaincus. Toutes ces manifestations faisaient présager l'évolution dans l'année qui allait suivre. C'est cette armée du front qui allait par sa discipline, transformer l'état d'esprit du pays ; avec leur musique, ces troupes réveillèrent l'orgueil allemand assoupi. On ne se souvenait plus que deux mois avant, de hautes personnalités allemandes m'avaient chargé de demander au gouvernement français d'envoyer des troupes pour rétablir l'ordre. »⁴²

- 21 Voulant être sûr au mois de mars que le sentiment des Berlinoises est partagé par tous les Allemands, Dupont s'autorise des dîners dans les brasseries en tenue civile, dans le but d'écouter les propos du quidam⁴³. « *Je compris vite que, pour le Peuple allemand, il n'y avait pas eu de défaite ; les rapports des officiers que j'avais dispersés en Allemagne, relataient le même état d'esprit.* »⁴⁴ Il suit en même temps les événements de la Baltique et renseigne Clemenceau sur une situation pour le moins confuse. « *Les Allemands voulaient faire de toutes les provinces baltes une terre allemande [avec] l'appui des puissants barons baltes terrorisés par le communisme.* »⁴⁵ Le lieutenant Van Hecke est l'un des officiers français auxquels il est fait allusion ; celui-ci a été affecté à Berlin à cette époque. « *Pendant un an, j'allais parcourir toute l'Allemagne, séjournant tantôt à Hanovre, Königsberg et Munich* », raconte-t-il dans ses souvenirs⁴⁶.

« Je devais surveiller [entre autres missions] le corps d'armée von der Goltz, en dissidence à Memel⁴⁷, surveiller le mouvement séparatiste de la Bavière⁴⁸, surveiller la démobilisation (ce qui) était une tâche difficile, car les Allemands étaient passés maîtres dans l'art du camouflage. Je pus alors assister à la naissance

de ces fameux groupements sportifs qui ne comprenaient que d'anciens officiers et sous-officiers d'active. Von der Goltz refusait de se soumettre aux conventions d'Armistice et s'obstinait à ne pas rétrocéder la Lituanie ⁴⁹. Il était soutenu par le Reich [sic] qui s'en défendait auprès de notre mission de contrôle. [Or], il importait de découvrir une preuve officielle, irréfutable des agissements clandestins des autorités allemandes en infraction. »

- 22 Cette occasion lui est bientôt fournie par les indiscretions d'un capitaine de l'état-major de von der Goltz en personne, trompé par le timbre de voix sans accent de l'agent voyageant en civil. « Il incarne le hobereau prussien et son orgueil. Avec faconde, il me raconte que von der Goltz est à Memel avec le consentement du gouvernement, que c'est le 1^{er} CA de Königsberg qui le ravitaille, qui paie la solde et que tout cela se fait à la barbe des Alliés qui n'y voient que du feu. » ⁵⁰ Manquent encore des preuves matérielles, mais elles arrivent bientôt...

« Je découvris un bureau de recrutement clandestin qui fonctionnait à Königsberg même. Puis (...) à l'État-Major du 1^{er} CA prussien, j'eus la surprise de découvrir un dossier portant les initiales "VdG". Ce dossier renfermait toute une correspondance échangée entre le 1^{er} CA prussien et le CA de von der Goltz ; il contenait des demandes de matériels, de vivres, des états de solde émanant de ce dernier corps d'armée, avec mention des dates des expéditions exécutées par le 1^{er} CA prussien. Le lendemain même, ces documents étaient à Berlin entre les mains du général Dupont qui exultait. » ⁵¹

- 23 Avec une certaine désillusion quant au réalisme des rapports du Quai d'Orsay sur les pays baltes ⁵², Dupont écrit :

« Les Allemands auraient réussi s'ils avaient mis plus de discrétion et s'ils avaient mieux camouflé leurs hommes. Les faibles gouvernements alliés se seraient réveillés avec une Allemagne s'étendant jusqu'aux portes de Petrograd. Le général von der Goltz prenant la direction des opérations, les corps conservant leurs noms allemands, l'opération ne devenait plus possible. L'Entente finit par s'inquiéter de ce qui se passait, et elle dut envoyer le général Niessel ⁵³ avec une mission alliée pour faire évacuer par les Allemands les pays baltes. » ⁵⁴

- 24 Autre mission, par la suite, pour Van Hecke, en uniforme cette fois, une visite à Rauchen, petit port sur la Baltique. Il y est vertement reçu par un *major*.

« Ce commandant avait tout du reître... Il me reçut comme un chien dans un jeu de quilles après m'avoir fait attendre près d'une heure debout dans une antichambre. Venant à la porte de son bureau, il aboya avec une brutalité inouïe : « Que venez-vous f... ici ? ». Puis il devint tellement grossier que je me devais de lui faire remarquer que je représentais la France, que j'agissais en exécution des clauses de l'Armistice, et que j'attendais d'être traité correctement, avec politesse. Rouge de colère, écumant de rage, prêt à subir une attaque d'apoplexie, il marchait sur moi et se serait certainement livré à quelque voie de fait sur moi si mon officier de liaison allemand n'était intervenu. La brute furieuse hurlait : « Quoi, votre comédie d'Armistice, je ne l'accepte pas. Je n'ai pas été battu et votre France, je m'en f... ! Elle verra cela à la prochaine, lorsque notre glorieuse armée écrasera la sienne. » ⁵⁵ Ce sentiment paraît répandu parmi les militaires allemands ; ainsi que l'écrit Jünger « tout ce qui ne nous anéantit pas ne fait qu'augmenter nos forces. Notre tour à nous reviendra. L'impuissance matérielle n'est jamais un état désespéré tant que subsiste cette énergie de l'âme qui s'accroît le mieux après un revers du sort, parce que son accroissement devient une nécessité morale. » ⁵⁶

- 25 Face à ce qui semble véritablement un tournant dans l'état d'esprit des Allemands, la France s'inquiète, cherchant en conséquence à multiplier ses sources d'information. À cet effet, le colonel Zopff, directeur des services militaires à la présidence du Conseil, et le professeur Haguenin sont envoyés à Berlin. Tout comme Dupont, Louis Gaston Zopff

est un spécialiste du renseignement. Alsacien d'origine, il a commandé le SR de l'EMA en 1913, puis celui du 2^e bureau du GQG d'août 1914 à l'été 1918. Il a donc servi sous les ordres de Dupont pendant une grande partie de la guerre. Zopff est chargé d'une mission spéciale par le commissaire général de la Sûreté nationale et doit pénétrer certains milieux germaniques afin d'expédier à Paris renseignements et documents permettant de désamorcer une situation dont on redoute l'issue explosive. L'intéressé s'acquitte avec brio de sa mission, mais démasqué au bout de cinq mois et craignant pour sa sécurité personnelle, il est obligé de rentrer en France⁵⁷. Émile Haguenin est quant à lui un agent d'influence s'étant livré pendant la guerre à la propagande anti-allemande à partir de la Suisse⁵⁸. Pour l'heure, sa mission est assez particulière puisqu'il est chargé par Clemenceau de négocier secrètement les conditions d'une reprise des relations économiques franco-allemandes après la signature du traité de Versailles⁵⁹.

26 Le nouveau gouvernement allemand finit par écarter toute idée d'un émiettement de l'Empire en plusieurs États⁶⁰, sans susciter l'inquiétude des alliés, cela malgré le ton alarmiste des rapports de Dupont. *« Comment put-il en être ainsi ? Comment, sous l'œil bienveillant de l'Entente, cette Allemagne qui paraissait en voie de décomposition, se transformait-elle en ce Reich un et indivisible, toujours si menaçant ? Ce fut l'œuvre du militarisme allemand, de la faiblesse des Alliés sur les traités de paix. »*⁶¹

27 Dans un futur plus ou moins proche, cette Allemagne – qui a su éviter la dislocation – peut-elle encore réellement constituer une menace militaire pour la France ? Voilà ce que cherche à évaluer le général Dupont... Certes, des commissions internationales sont chargées de contrôler l'avancement du désarmement de l'armée vaincue⁶², mais quelle latitude le nouveau pouvoir, en lutte pour sa survie, va-t-il réellement accorder aux inspecteurs alliés ?

« Sans doute, l'armée était démobilisée et l'on ne conservait qu'une classe sous les drapeaux avec tous les nombreux cadres permanents d'officiers et de sous-officiers. Mais des Corps francs⁶³ avaient été formés par engagements volontaires pour protéger le pays contre les Polonais et les Tchèques. Ils devaient très vite s'affirmer comme un ramassis de pillards ; les officiers allemands en avaient honte⁶⁴ [si bien que] très vite, par une loi, l'Assemblée constituante avait reconstitué une armée régulière. Dès la fin mars, la Reichswehr comprenait 200 000 hommes. Les Grenzschutz devaient disparaître, et, contrairement à ce que l'on devait attendre, il y eut alors une nouvelle floraison de Corps francs [car] le Gouvernement et l'état-major la favorisèrent⁶⁵. [Ils] allaient absorber les éléments valables des Grenzschutz [formant] la véritable garde de l'ordre. Il y avait encore les troupes des provinces baltiques et certains corps libres que le texte de la loi militaire, obscur à dessein, permettait à des Sociétés (civiles) d'entretenir. »⁶⁶

28 Fanatisés politiquement, bien payés, les corps francs montrent leur fidélité au gouvernement en écrasant sauvagement deux insurrections en Saxe et en Bavière⁶⁷. *« Ce fut [alors] du délire dans toutes les classes des dirigeants prussiens. Ludendorff déclarait que l'Allemagne devrait sans doute tenter encore la fortune des armes. »*⁶⁸

29 Sur la question du plébiscite en haute Silésie, Hindenburg se met également à contester les décisions prises par l'Entente après consultation des délégués civils allemands, tandis que le pangermaniste *« Brockdorff-Ranzau déclarait que Foch n'avait pas à s'occuper des Polonais qui ne représentaient que des populations révoltées contre leur maître légitime »*⁶⁹. *En quelques mois, les hommes de l'ancien régime, camouflés par les socialistes majoritaires et les démocrates, avaient repris l'Allemagne en main, et c'étaient deux Prussiens, Noske pour les militaires et von Brockdorff pour les relations extérieures qui gouvernaient le pays. »*⁷⁰

- 30 Le 28 avril, le peuple allemand retient son souffle... Les délégués, partis à Versailles, recueillent les dispositions concernant l'avenir de leur pays. Quelques jours avant, en prévision d'un refus des clauses du traité de paix, Clemenceau a demandé à Foch de commander à Pétain la préparation d'une offensive visant à pénétrer en Allemagne sur préavis de trois jours⁷¹. Aux avant-postes, Dupont guette les réactions ; « les 8 et 9 mai, les journaux publièrent les conditions de paix. Berlin ne prit pas tout de suite conscience de leur gravité ; [mais] le 12 mai, on entendit au Parlement des discours enflammés concluant unanimement à la non-responsabilité de l'Allemagne dans la guerre (article 231) et du refus de signer. L'Assemblée se sépara en chantant Deutschland Über Alles. La presse adopta la même attitude ; le thème développé était celui-ci : les Alliés peuvent mettre l'Allemagne en liquidation judiciaire, ils pourront l'occuper entièrement, ils l'administreront : ils finiront bien par se lasser... »⁷².

NOTES

1. Pour ses dispositions, voir : ROUCAUD (M.), « La convention d'Armistice du 11 novembre 1918 : une première étape pour sortir de la guerre », *Revue historique des armées*, n° 245, 1/2006.
2. C'est notamment le cas du général Mordacq, chef du cabinet militaire du Tigre. Or, l'Armistice va devoir être prolongé trois fois (13 décembre 1918, 16 janvier et 19 février 1919).
3. Le secrétaire d'État Mathias Erzberger, secondé par von Oberndorff, le *Generalmajor* von Winterfeld et le capitaine de vaisseau Vanselow.
4. Les plénipotentiaires, et plus largement les membres SPD du nouveau gouvernement, sont qualifiés de « criminels de novembre » par les nationalistes.
5. LAHAIE (chef d'escadron O.), *Renseignement et services de renseignement en France pendant la guerre de 1914-1918, (2^e et 5^e Bureau de l'EMA ; 2^e Bureau du GQG - évolutions et adaptations)*, thèse sous la direction de G.-H. Soutou, Paris IV, 2006, p. 1 077 et 1 528-1 529.
6. LUDENDORFF (maréchal E.), *Souvenirs de guerre (1914-1918)*, t. 2, Paris, Payot, 1921, 411 pages.
7. SHD/DAT, 7 N 680, rapport sur la situation en Allemagne, EMA/2A.
8. FISCHER (F.), *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*, Paris, éd. de Trévise, 1970, 652 pages.
9. BENOIST-MECHIN (J.), *Histoire de l'armée allemande*, t. 1, Paris, Albin Michel, 1993, 379 pages.
10. *Le boqueteau 125*, Paris, éd. du Porte-Glaive, 1932, p. 8.
11. Voir : JARDIN (P.), *Aux racines du mal, 1918, le déni de défaite*, Paris, Tallandier, 2005, 639 pages.
12. *Mon combat*, Paris, Nouvelles éd. latines, 1939, p. 201.
13. CLEMENCEAU (G.), *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, p. 94.
14. LAHAIE (chef d'escadron O.), *op.cit.* p. 1486 et suiv.
15. SHD/DAT, 7 N 680-681, bulletins d'information de quinzaine et bulletins quotidiens EMA/2^e bureau concernant l'Allemagne (novembre 1918-avril 1919).
16. FORCADE (O.), « La sortie de guerre des services spéciaux français 1918-1925 », *Cahiers du CEHD* n° 31, « Les sorties de guerre (2) », 2007, p. 48.
17. JARDIN (P.), « L'ordre politique intérieur, l'Allemagne », in *1918-1925, comment faire la paix*, sous la direction de C. Carlier et G.-H. Soutou, Paris, Économica, 2001, p. 276.

18. En 1920, les 2^e bureaux des forces d'occupation (armée française du Rhin) vont disposer de 20 commissaires spéciaux et de 40 inspecteurs de la Sûreté nationale.
19. SHD/DAT, 9 Yd 778, dossier personnel.
20. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, p. 121.
21. LAHAIE (chef d'escadron O.), *op. cit.*, p. 1513 et suiv.
22. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 122.
23. *Ibid.*, p. 123.
24. Composé des sociaux-démocrates majoritaires Ebert (MSPD), Scheidemann (SPD) et Lansberg, des deux sociaux-démocrates indépendants (USPD) Haase et Dittmann et de l'anarchiste Barth.
25. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 123.
26. *Ibid.*, p. 124.
27. RUGE (amiral F.), *Sous quatre pavillons*, Paris, Plon, 1983, p. 30.
28. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 124. Un rapport du 2^e bureau, datant du 30 novembre 1918, n'est pas aussi catégorique sur la tenue des troupes du front : « À la suite de la signature de l'Armistice, un fléchissement semble s'être produit dans la discipline de l'armée allemande. Les troupes d'étapes, en particulier [situées à l'arrière de la zone des armées et donc plus susceptibles d'être entraînées par des éléments civils], ont formé des comités de soldats et se sont livrées à des déprédations et au pillage. Elles ont dégradé leurs officiers, leur enlevant les insignes et les décorations, arboré le drapeau rouge et remplacé par la cocarde révolutionnaire les couleurs nationales. » (SHD/DAT, 7 N 680, Situation militaire, front occidental, EMA/2A).
29. Cité par: PALMER (T.) et NEUBAUER (H.), *Weimar, autoportrait d'une république*, Cologne, Könemann éditeur, 2000, p. 53.
30. Wissel et Löbe arrivent ainsi aux affaires.
31. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 126.
32. Voir l'article de : SUSINI (J.-L.), « Les Corps francs allemands et la république de Weimar », *Revue historique des armées*, 3/1983, p. 67-75.
33. Cité par: PALMER (T.) et NEUBAUER (H.), *op.cit.*, p. 59.
34. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 126.
35. Surnommée « La Rouge », elle s'est installée en Allemagne en 1898, puis est devenue un membre éminent du mouvement international socialiste et du PSD révolutionnaire. Internationaliste, elle purge deux mois de prison en 1907 pour « incitation à la violence » après avoir poussé les ouvriers à suivre l'exemple russe de 1905. En 1914, elle est une nouvelle fois condamnée à un an de prison pour « incitation à la désobéissance publique » (à l'époque, elle encourage les ouvriers à refuser de prendre les armes). Elle adhère au KPD à sa création.
36. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 126. Il semblerait que l'ordre soit venu de Noske lui-même. Le 10 mars, c'est au tour de Leo Jogiches (KPD) d'être assassiné en prison.
37. *Ibid.*, p. 127.
38. Cité sur [www.botschaft-frankreich.de/Ambassade de France, Pariser Platz 5, un peu d'histoire](http://www.botschaft-frankreich.de/Ambassade%20de%20France,%20Pariser%20Platz%205,%20un%20peu%20d%27histoire).
39. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 128.
40. *Ibid.*, p. 131.
41. Force de défense du Reich. Le traité de Versailles va limiter son effectif à 100 000 hommes, ce qui la fait surnommer « l'Armée du Diktat » par les nationalistes.
42. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 135.
43. Dupont comprend et parle couramment l'allemand, ainsi que plusieurs autres langues.
44. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 135.
45. *Ibid.* p. 133. À propos du corps franc *Baltikum*, on se reportera au témoignage d'Ernst von Salomon, *Les réprouvés*, Paris, Pocket, 2000, 325 pages.

46. VAN HECKE (général A.S.), *Les chantiers de la jeunesse au secours de la France ; souvenirs d'un soldat*, Paris, Nouvelles éd. lat., 1970, p. 34-38. L'intéressé parlant parfaitement le néerlandais, l'allemand et l'anglais a déjà travaillé au 2^e bureau pendant la guerre.
47. Appartenant à la Prusse, Memel va devenir un territoire autonome afin d'offrir un débouché maritime à la Lituanie (article 99 du traité de Versailles).
48. « J'ai pu fournir à mes chefs des rapports étoffés sur ce mouvement ». VAN HECKE (général), *op.cit.* p. 35.
49. Il a repris Riga aux bolcheviks à la mi-février 1919.
50. VAN HECKE (général), *op.cit.*, p. 37.
51. *Ibid.*, p.38.
52. GUESLIN (J.), « Un nouveau *Drang nach Osten* ? La France face à la menace des corps francs allemands dans les Pays baltes, 1919 », *Revue internationale d'histoire militaire*, n° 76.
53. *Idem.*
54. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.* p. 133.
55. VAN HECKE (général), *op.cit.*, p. 37. L'officier est mis aux arrêts de rigueur par le général commandant le 1^{er} CA qui adresse aussi ses excuses officielles au représentant français.
56. JÜNGER (E.), *op.cit.*, p. 11.
57. SHD/DAT, 13 Yd 924, dossier personnel ; lettre de félicitations du commissaire général à la Sûreté nationale, 28 janvier 1920, signée Winter.
58. Lahaie (chef d'escadron O.), *op.cit.*, p. 874 et suiv. Émile Haguenin (né en 1872) : Ancien élève de l'École normale (promotion 1893), il est catholique mais se dit proche, par ses idées, du Parti socialiste ; il prend fait et cause pour Alfred Dreyfus. Devenu professeur d'allemand à l'École normale, il compte alors parmi ses élèves Oswald Hesnard, futur interprète et secrétaire d'Aristide Briand. Au début du XX^e siècle, Haguenin se lie avec André Gide et Charles Péguy ; en 1905, il devient souscripteur des Cahiers de la Quinzaine, à hauteur de 500 francs. Avant la guerre, il enseigne à l'université de Berlin. Rentré en France à l'éclatement des hostilités, il accepte fin 1915 la proposition de Philippe Berthelot de partir à l'ambassade de France à Berne comme « Directeur du Bureau de presse ». Agent d'influence et de renseignement, propagandiste, Haguenin est en correspondance suivie pendant la Grande Guerre avec le Quai d'Orsay et les services de renseignements français ; il envoie également – et de manière directe – certains de ses rapports à Poincaré pour son information. En décembre 1916, il transmet à Briand – dont il est proche – l'offre de médiation en faveur de la paix de von (Harry) Kessler, ainsi que d'autres propositions, émanant d'émissaires austro-hongrois non officiels (socialistes). À compter de février 1919, Haguenin est donc nommé « chef de la mission d'information française à Berlin ». Dans le cadre de l'édification d'un nouveau système de sécurité collective en Europe, il va certes œuvrer pour un rapprochement franco-allemand mais par le truchement d'une entente entre industriels des charbonnages et de l'acier des deux pays.
59. SOUTOU (G.-H.), « L'ordre européen de Versailles à Locarno » in *1918-1925, comment faire la paix*, *op.cit.*, p. 316.
60. C'est ce que proposait Preuss, ministre de l'Intérieur, pour éviter que la Prusse impose son modèle à toute l'Allemagne.
61. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 137.
62. SHUSTER (R.), *German Disarmament after World War I: the Diplomacy of International Arms Inspection, 1920-1931*, London and N-Y, Routledge, 2006, 256 pages.
63. Dupont appelle ces groupes « *Grenzschutz* ».
64. Jünger lui-même prend ses distances avec les corps francs.
65. Dupont précise que cette tâche est l'œuvre « du ministre prussien Noske, avec le concours de l'ancien état-major ».
66. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 138.

67. Kurt Eisner (USPD), chef de l'insurrection à Munich et président du Conseil provisoire, a été abattu par un officier monarchiste le 21 février.
68. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 139.
69. Voir sur le sujet la contribution de M. Wolos, « La Poméranie polonaise, la Grande Pologne et la Haute-Silésie comme zones d'influence allemandes dans l'entre-deux-guerres ? » in *Sécurité européenne ; frontières, glacis et zones d'influence de l'Europe des alliances à l'Europe des blocs (fin XIX^e-milieu XX^e siècle)*, sous la direction de F. Dessberg et F. Thébault, PUR, 2007, p. 201 et suiv.
70. SHD/DAT, 1 KT 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 139.
71. PAOLI (Colonel), « L'offensive avortée sur Berlin en juin 1919 », *Revue historique des armées*, 1/1970, p. 59-74.
72. SHD/DAT, 1 T 526, Mémoires du général Charles Dupont, *op.cit.*, p. 140.

RÉSUMÉS

Si la signature de l'Armistice fait cesser l'horrible tuerie, elle suscite chez les alliés nombre d'interrogations sur la conduite future de l'Allemagne vaincue. Pour la France, en effet, les temps sont particulièrement incertains entre novembre 1918 et le début de juin 1919. Celle-ci doit faire face aux réticences allemandes devant les clauses de l'Armistice, mesurer la portée de la révolution spartakiste et déjouer les intrigues des Corps francs sur la Baltique... Or avec la paix et la démobilisation qui s'ensuit, les services de renseignement français redéfinissent leurs axes de recherche en prenant en compte l'évolution de la menace ; ils doivent aussi réinventer une autre façon de travailler, en fonction de la situation du moment. Tandis qu'ils exécutent quotidiennement leur mission traditionnelle de renseignement au profit du 2^e bureau de l'EMA, sur le long terme, les organes de renseignement contribuent, grâce au réalisme de leurs synthèses, à l'élaboration d'une nouvelle doctrine de sécurité européenne.

Confronting Vanquished Germany: French Intelligence Services (November 1918-April 1919). While the signing of the Armistice of November 1918 stopped the slaughter, it aroused a number of questions about the future of defeated Germany among the Allies. In fact, for France, times were particularly uncertain between November 1918 and the beginning of June 1919. She had to cope with the German resistance to the terms of the Armistice, measure the danger of the *Spartakus* Revolution and outsmart the intrigues of the *Freikorps* on the Baltic Sea... But with peace and demobilization that followed, the French Intelligence Services had to redefine their priority intelligence requirements, taking into account the changing threat; they had also to reinvent another way of working, in accordance with the evolving situation. While they daily performed their traditional military intelligence mission for the benefit of the 2^e bureau of the Army General Staff, in the long term the French Intelligence organs were instrumental in developing a new security doctrine in Europe thanks to the realism of their intelligence reports.

INDEX

Mots-clés : Allemagne, Première Guerre mondiale

AUTEUR

OLIVIER LAHAIE

Docteur en histoire, il est spécialisé dans l'étude des services de renseignements en 1914-1918. Ancien membre du Service historique de la Défense, il est chef du cours d'histoire militaire et chercheur au centre de recherche des Écoles de Coëtquidan. Il est aussi l'auteur d'articles dans des ouvrages collectifs, des revues scientifiques ou de vulgarisation.